

# “ Vivre ensemble : une ambition locale ”

## Le thème central

L'exercice d'un mandat de maire et la fonction de président de communauté vous placent aujourd'hui face à des situations et des problèmes quelquefois aigus, qui traduisent la difficulté du vivre ensemble. La multiplication des risques, la montée de l'insécurité, la moindre capacité des familles, de l'école et de la culture à assurer l'intégration sociale, constituent autant de phénomènes sur lesquels nous pouvons avoir l'ambition, par une action de proximité et partenariale, d'apporter notre contribution.

## Lundi 19 novembre 2001

### Réunion annuelle des maires d'Outre-mer à l'Hôtel de Ville de Paris

#### 9h30

● **Ouverture de la journée** par M. Bertrand Delanoë, maire de Paris et M. Jean-Paul Delevoye, président de l'AMF.

#### 10h00 – 12h30

● **Séance plénière** sur le thème « développement touristique et intercommunalité »

#### 14h30 – 17h30

● Ateliers sur la prévention et la gestion des risques, la sécurité, les technologies de l'information et de la communication...  
● **Clôture** par M. Christian Paul, secrétaire d'État à l'Outre-mer.

## Mardi 20 novembre 2001

PARIS EXPO - PORTE DE VERSAILLES

#### 9h30 – 12h00 (Auditorium)

● **" Service public et territoires : l'État doit s'engager "**

L'État ne peut pas inviter et inciter les maires à s'organiser sur le territoire tout en entretenant le doute et l'incertitude sur sa volonté d'assurer la présence locale d'un service public de qualité, tant en zone urbaine que rurale. Les maires attendent donc de l'État qu'il affiche clairement ses intentions et s'engage aussi bien pour La Poste, l'école que pour les trésoreries et les hôpitaux.

Séance coprésidée par M. Jean-Claude Frécon, maire de Pouilly-lès-Feurs (42) et M. Pierre Hérisson, maire de Sevrier (74) avec la participation annoncée de M. Christian Pierret,

secrétaire d'État chargé de l'industrie, M. Martin Vial, président de La Poste, M. Jean Launay, maire de Bretenoux (46), auteur du rapport « les maisons des services publics économiques et financiers » et des représentants des ministères de l'Éducation nationale, de l'Économie et des finances.

● **Conclusion** par M. Michel Sapin, ministre de la Fonction publique et de la réforme de l'État.

### POINTS INFO

#### 10h00 – 11h00

● La mise en place des 35 heures

#### 11h00 – 12h00

● L'intercommunalité en question

#### 14h30 – 16h00

● La responsabilité personnelle des maires

### 11h30 – 12h30

● **Inauguration du salon** par M. Jean-Paul Delevoye, président de l'AMF, M. Bertrand Delanoë, maire de Paris et M. Jacques Guy, président du Groupe Moniteur.

### 14h00 – 16h00 (Auditorium)

● Assemblée générale  
● Rapport d'activité par M. Bernard Poignant, secrétaire général de l'AMF.

● Rapport financier par M. Michel Charasse, trésorier général de l'AMF.  
● Intervention des candidats à la présidence de l'AMF.

### 16h30 – 17h30 (Auditorium)

● **Séance solennelle d'ouverture** : intervention de MM. Bertrand Delanoë, maire de Paris, Jean-Paul Delevoye, président de l'AMF.

Le Président de la République, M. Jacques Chirac, nous fera l'honneur de clôturer cette séance solennelle.

**Mercredi 21 novembre 2001**

### 9h00-16h00

**Vote sur le rapport d'activité et élection du Président, du Bureau et du Comité directeur**

### 9h30 – 12h00 (Auditorium)

● **" Les défis de l'intercommunalité "**. Sous la présidence de M. Daniel Hoeffel, 1er vice-président de l'AMF.

● Trois séquences consacrées respectivement :  
■ à la détermination des ressources humaines des communautés,  
■ aux enjeux financiers de l'intercommunalité,  
■ aux implications du principe de l'élection des conseillers communautaires au suffrage universel direct.

Avec la participation de M. Gilles Carrez, maire du Perreux (94), M. Didier Migaud, maire de Seyssins (38), et des présidents des associations spécifiques d'élus (M. Censi, M. Bockel, M. Pelletier, M. Bourg Broc).

### 14h30 – 17h30

● Ateliers en concomitance sur le thème du Congrès.

#### 1. LA SÉCURITÉ (Auditorium)

Sous la coprésidence de MM. Gilles de Robien, maire d'Amiens (80) et Jean-Pierre Balduyck, maire de Tourcoing (59), avec la participation de M. Alain Bauer (AB ASSOCIATES) et en présence de maires de pays européens voisins.

Devant la persistance, voire l'aggravation de l'insécurité, les maires, désormais en première ligne, sont fondés à s'interroger sur la façon dont ils pourraient s'engager, aux côtés de l'État et jusqu'où ? Faut-il développer la prévention sans être assuré que celle-ci soit mieux relayée par l'action de la justice et de la police ? Ne faut-il pas, pour répondre à une délinquance de plus en plus mobile et diffuse et qui touche de plus en plus les communes rurales, s'organiser autrement sur le territoire et comment ? L'efficacité même d'une politique de sécurité de proximité serait-elle mieux assurée par un renforcement du pouvoir et du rôle des maires dans la conduite et la mise en œuvre opérationnelle des CLS ?

#### 2. RISQUES, ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (salle 41)

Sous la coprésidence de MM. Thierry Mariani, maire de Valréas (84) et Yves Dauge, maire de Chinon (37).

Le principe de précaution qui tend à s'imposer en matière de

risques (naturels, technologiques et plus récemment sanitaires), ne saurait se traduire par l'imposition de règles générales et absolues. Une politique rigoureuse de prévention et de gestion conduite en partenariat avec l'aide de l'État sur le territoire communal ou sur un territoire élargi et reposant sur l'information et la participation des habitants, peut permettre de trouver un juste équilibre et un partage équitable entre les risques et les contraintes qu'ils impliquent en terme d'activité et d'urbanisation.

Avec la participation de MM. Nicolas Hulot, (Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme), François Rousseley, président d'EDF, Pierre-Marie Duhamel, maire d'Aumale (76), président de l'ANCMRTM (Association nationale des communes pour la maîtrise des risques technologiques majeurs)

#### 3. ACTION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE (salle 42)

Sous la coprésidence de MM. René Regnault, maire de Saint-Samson-sur-Rance (22) et de François de Mazières, adjoint au maire de Versailles (78)

Les communes contribuent par la création et la gestion d'équipements et de services dédiés à la petite enfance, aux élèves scolarisés, à la diffusion et à la pratique d'activités culturelles, à l'insertion des jeunes et des adultes dans la société.

Les maires peuvent avoir l'ambition d'aller au-delà et d'intervenir autrement en soutenant l'action éducative des familles et de l'institution scolaire quelquefois défailtantes et en veillant à ce que l'école ne soit pas un facteur de ségrégation sociale. Ils peuvent aussi favoriser l'accès à la culture dans toutes ses formes d'expression et dans la diversité de ses pratiques.

Pour y parvenir, elles peuvent intervenir directement ou par l'intermédiaire des associations et s'appuyer sur des agents de médiation.

### 18h30

● **Réception** des maires et des présidents de communautés à l'Hôtel de Ville de Paris.

#### POINTS INFO

### 10h00 – 11h00

● **Les communes et le passage à l'euro**

### 11h00 – 12h00

● **Le statut de l' élu**

### 14h30 – 16h00

● **Le budget communal et le vote des taux**

**Jeudi 22 novembre 2001**

- 2ème tour éventuel pour l'élection du président de l'AMF.

**9h30 – 11h30**

● **DÉBAT SUR LES FINANCES** (*Auditorium*)

Les perspectives d'évolution des finances et de la fiscalité communales et intercommunales pour 2002 et les réformes envisagées.

Sous la présidence de **M. Gilles Carrez**, maire du Perreux (94), et avec la participation de **M. Jean-Pierre Fourcade**, président du CFL (Comité des finances locales), **M. Michel Charasse**, maire de Puy-Guillaume (63), **M. Jean-Claude Frécon**, maire de Pouilly-lès-Feurs (42).

Avec en conclusion, l'intervention de **M. Laurent Fabius**, ministre de L'Économie et des finances.

● **DÉBAT SUR LE LOGEMENT SOCIAL** (*Salle 41*)

Alors que les crédits d'État affectés à la production du logement social ne sont pas tous consommés, l'accès au logement social – auquel deux tiers des français peuvent théoriquement prétendre – est de plus en plus difficile notamment pour les personnes les plus démunies, la vacance se développe dans certains quartiers sur un fond de rejet de ce type d'habitat.

Cette situation de crise interpelle tous les acteurs du logement social : l'État, les opérateurs et les élus locaux, maires et présidents de communautés et ce d'autant plus que la loi SRU leur impose l'obligation de favoriser le logement locatif social.

Comment concilier la recherche de la mixité sociale et l'accueil des plus démunis sans augmenter l'offre de logement social ? Comment réaliser du logement social adapté sans remettre en cause le système trop uniforme de répartition et de gestion des crédits ?

Comment les élus peuvent-ils assurer une répartition équilibrée du logement social sur une aire territoriale élargie ?

Ne faut-il pas améliorer les relations des acteurs du logement social – État, opérateurs, élus locaux – dans la gestion du sys-

**POINTS  
INFO**

**10h00 – 11h00**

- **Les technologies de l'information et de la communication**

**11h00 – 12h00**

- **Urbanisme/SCOT, plan d'urbanisme, carte communale**

**14h30 – 16h00**

- **Les marchés publics**

tème des droits à réservation et d'attribution ?

Co présidence : **M. Christian Dupuy**, maire de Suresnes (92), **Mme Annie Guillemot**, maire de Bron (69).

Avec la participation de **M. Patrick Doutreligne**, (Haut comité au logement pour les personnes défavorisées), des représentants du mouvement HLM, de la Caisse des dépôts et consignations et l'intervention de **Mme Marie-Noëlle Lienemann**, secrétaire d'État au Logement.

**12h30 – 14h30**

- Réception offerte par par Dexia Crédit Local.

**14h30 – 16h30** (*Auditorium*)

- Synthèses : table ronde et débats.
- Projet de résolution générale.

**16h30 – 17h30**

- Intervention de **M. Lionel Jospin**, Premier ministre, qui nous fera l'honneur de conclure ce 84e congrès.
- Clôture du Congrès par le président de L'AMF.

**18h00**

- Réception des maires et des présidents de communautés par le Bureau et le président de l'AMF.

## QUELQUES MOMENTS FORTS DU 84<sup>e</sup> CONGRÈS

→ L'accueil des nouveaux maires et présidents de communautés, assuré par les services de l'AMF et des experts pendant toute la durée du Congrès dans une série de points info sur les principaux aspects techniques de la gestion communale et intercommunale.

→ Le renouvellement des instances dirigeantes de l'AMF, auquel prendront part pour la première fois es qualités, les présidents de communautés, désormais éligibles au Bureau et au Comité Directeur, mercredi 21 novembre de 9h00 à 16h00 (Salle de vote).

→ L'intervention du Président de la République (mardi soir) et du Premier ministre (jeudi soir).

# Plan du Congrès et du Salon



